

MASTER MENTION DROIT PARCOURS DROIT DES ACTIVITÉS NUMÉRIQUES

RÉSUMÉ DE LA FORMATION

Type de diplôme : Master (LMD)

Domaine : Droit, Economie, Gestion

Mention : Droit

Parcours type(s) :

* Droit des activités numériques

Niveau d'étude visé : BAC +5

Composante :

UFR de droit, sciences politiques et sociales

Public cible :

* Étudiant

* Demandeur d'emploi

* Salarié - Profession libérale

Formation initiale

Validation des Acquis de l'Expérience : Oui

Formation à distance : Non

Présentation

Le numérique est au cœur de toutes les problématiques juridiques actuelles tant au niveau national qu'européen et international. Il requiert une approche pluridisciplinaire associant tant les SHS que les autres disciplines scientifiques. Il impose que chaque citoyen ou entreprise acquiert des compétences professionnelles maîtrisant l'outil technologique mais sache également gérer son environnement professionnel en assurant la protection de ses données à caractère personnel mais aussi en étant capable de protéger le savoir-faire de son entreprise ou ses secrets, y compris ceux de la puissance publique. Maîtriser les règles de confidentialité et de secret par l'outil numérique impose un savoir-faire juridique pluridisciplinaire (droit des contrats, droit de la distribution, les règles de propriété intellectuelle, le droit du travail, le droit fiscal et le droit international privé). Comme toute révolution technologique il convient enfin de diffuser le savoir de nouvelles matières qui visent à répondre aux nouvelles problématiques de la cybersécurité, des enjeux des blockchains, des droits et logiciels prédictifs et du codage informatique. Les partenariats avec les collectivités locales, les juridictions (telles que le tribunal administratif et le TGI de Bobigny) pourraient permettre de renforcer les liens institutionnels déjà existants et permettre ainsi de contribuer à améliorer l'offre de stage pouvant ensuite déboucher sur de vrais projets professionnels.

Compétences visées

Tous les métiers ouverts sur le numérique. Les principaux secteurs des numériques visés qui embauchent actuellement qui sont ceux des secteurs du *cloud computing*, des mégadonnées (big data), de la cybersécurité et des objets connectés qui peinent à trouver des compétences. Le vrai défi du master sera de s'adapter aux nouveaux emplois qui émergent en phase avec les nouvelles techniques liées à la montée en puissance de l'intelligence artificielle. Aussi les connaissances en droit permettront aux étudiants diplômés d'avoir un cadre juridique maîtrisé de ces nouveaux domaines d'intervention. Il s'agit également de préparer les métiers traditionnels du droit (notaire, avocat, magistrat, huissiers, juristes d'entreprise...) à cette nouvelle réalité numérique comme objet du droit et comme outil de travail.

Organisation

En session initiale chaque matière fera l'objet d'un examen écrit ou oral selon les coefficients définis par la maquette, à la discrétion de chaque responsable de cours. Afin de permettre aux étudiants de bénéficier de stages longs (6 mois dans le domaine) une session de rattrapage sera envisagée dans un délai de 15 jours suivant la première session lui permettant ainsi de répondre aux offres de stage de longue durée. Les cours sont obligatoires.

Procédure d'évaluation de la formation : Fiche d'évaluation des enseignements et de la thématique après chaque module d'enseignement

Évaluation globale du cursus à la fin de l'année. Le master adoptera les fiches d'évaluation en ligne existantes à l'université garantissant l'anonymat des étudiants. Chaque enseignant, dans sa matière

EN BREF

Durée : 1 an

INFOS PRATIQUES

Candidature :

Du 3 mai 2019 au 13 juin 2019

EN SAVOIR +

Sites web :

UFR DSPS

pourra procéder à une évaluation de son propre enseignement selon le questionnaire de son choix, respectant l'anonymat des étudiants.

Conditions d'admission

Détention d'un Master 1 de droit ou en lien avec les activités du numérique :

Toute autre candidature motivée de droit public, de droit privé, de droit international, de droit européen, témoignant d'une compétence et d'un intérêt certain à l'égard des enjeux du droit du numérique sera étudiée avec la plus grande attention.

Lettre de motivation et curriculum vitae. Entretien individuel de motivation

Candidature

Du 3 mai 2019 au 13 juin 2019

Sites web

UFR DSPS

Poursuite d'études

Tous les métiers sont visés, le numérique étant une préoccupation transversale. Cela va des professions du droit (notaire, magistrat, avocat, huissier, juristes d'entreprise...) aux professions détachées du droit (assurance, banque, grande distribution, sécurité). Le marché des legaltech est bien entendu une cible de premier rang ainsi que les services publics de l'Etat ou des collectivités locales.

Contact(s) administratif(s)

Anne Cammilleri

Co-responsable du Master mention Droit parcours Droit des activités numériques


Mustapha Mekki

Co-responsable du Master mention Droit parcours Droit des activités numériques

Contact(s) administratif(s)

Contact formation continue

Tel. 01 49 40 37 64

 acc-cfc@univ-paris13.fr
[Site Internet du CeDIP](#)

Contact validation des acquis


Tel. 01 49 40 37 04

 svap-cfc@univ-paris13.fr

Contact(s) administratif(s)

Service Valorisation, Orientation et Insertion professionnelle de l'Etudiant (Campus de Villetaneuse)

Tel. 01 49 40 40 11

 gestion.voie@univ-paris13.fr
[Site Internet du VOIE](#)